

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 14 mai 2026

Le ministère des Finances et du Crédit public (Hacienda) a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB du Mexique à 2,3 % pour 2026, contre 3 % précédemment anticipés.

LE CHIFFRE A RETENIR

2,3 %

Estimation du taux
croissance 2026
par Hacienda

Cette révision intervient dans un contexte de recalibrage des hypothèses macroéconomiques, mais sans remise en cause du narratif globalement optimiste porté par les autorités. Le gouvernement continue de projeter une trajectoire de croissance relativement dynamique dans un environnement international pourtant moins porteur. Les perspectives mondiales restent marquées par une croissance modérée, un resserrement financier et des incertitudes commerciales persistantes, notamment vis-à-vis des États-Unis, principal partenaire du Mexique.

Hacienda met en avant des facteurs de soutien domestiques, notamment la résilience de la consommation, la montée en puissance de l'investissement public et privé, ainsi que les effets attendus du *nearshoring*. La révision à 2,3 % apparaît ainsi davantage comme un ajustement technique au sein d'un scénario encore volontariste que comme un changement du cadre de projection macroéconomique. Pour rappel, le FMI prévoit une croissance de +1,6 % en 2026.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'activité industrielle s'est contractée de 1,2 % au T1 2026 par rapport au T1 2025. En mars, l'activité industrielle a reculé (-0,6 g.m.), pénalisée par le secteur de la construction (-3,3 % g.m.), qui a enregistré trois mois consécutifs de baisse, selon les données de l'Institut National de Géographie et de Statistiques (INEGI). L'industrie manufacturière s'est également contractée au mois de mars (-0,2 % g.m.) tandis que le secteur minier a fait preuve de dynamisme (+1,7 % g.m.). En variation interannuelle, la baisse de l'activité industrielle enregistrée en mars a atteint 1,5 %. À l'exception du mois de décembre 2025, où une hausse a été enregistrée, l'activité industrielle a affiché des baisses annuelles tous les mois depuis avril 2025. Ce repli du secteur industriel intervient dans un contexte de ralentissement prononcé de l'économie depuis 2025. Pour rappel, au T1 2026, l'activité s'est contractée de 0,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les marchés actions mexicains ont terminé en hausse ce mercredi 13 mai, soutenus par les valeurs minières, dans un contexte de volatilité internationale liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient et aux échanges entre les États-Unis et la Chine. L'indice S&P/BMV IPC, principal indice de la Bourse mexicaine, a progressé de 0,22 % à 70 187,45 points, tandis que l'indice FTSE BIVA a gagné 0,17 %. Les valeurs minières ont constitué les principaux moteurs de la séance, avec Grupo México (+2,47 %) et Industrias Peñoles (+2,19 %), illustrant la sensibilité du secteur aux perspectives de demande mondiale et aux anticipations de prix des matières premières. Sur le marché des changes, le peso mexicain s'est légèrement apprécié face au dollar, clôturant à 17,18 MXN pour 1 USD. Cette évolution intervient dans un environnement international marqué par des chiffres d'inflation américains plus élevés qu'attendu, ravivant les incertitudes sur le calendrier d'assouplissement monétaire de la Réserve fédérale. Les investisseurs restent par ailleurs attentifs à la rencontre entre les présidents américain et chinois, ainsi qu'aux tensions persistantes au Moyen-Orient, notamment autour du détroit d'Ormuz, zone clé pour le transport mondial de pétrole. Enfin, le sentiment de marché a été partiellement affecté par la révision de la perspective de la dette souveraine mexicaine de « stable » à « négative » par S&P, reflétant les inquiétudes liées à la faiblesse de la croissance et à la rigidité budgétaire.

Les exportations mexicaines de matériel informatique et de technologie de pointe compensent la baisse des exportations automobiles vers les États-Unis. Les exportations mexicaines d'équipements informatiques vers les États-Unis auraient progressé de plus de 60 % au T1 2026 par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les envois de véhicules automobiles - pendant des années le principal produit d'exportation du Mexique vers ce marché - auraient enregistré

une baisse de 22 % sur la même période, selon les données du US Census Bureau. Cette réorganisation s'expliquerait en partie par la structure tarifaire imposée par l'administration américaine sur les importations mexicaines : les véhicules automobiles sont soumis à un droit de douane de 25 % au titre de la section 232, tandis que plus de 97 % des exportations de matériel informatique sont exemptés de droits de douane, car conformes à l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (T-MEC). Le poste incluant les réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques (dont les équipements informatiques) a dépassé le secteur automobile comme principal poste d'importations américaines en provenance du Mexique, représentant 30 % du total en mars 2026, contre 21 % pour le secteur automobile. Cependant, le dynamisme des exportations de matériel informatique ne reflète pas nécessairement un renforcement de la base industrielle mexicaine. Des analystes soulignent que le Mexique agit principalement comme assembleur dans cette chaîne de production, important une part élevée des intrants (majoritairement d'origine asiatique) et n'ajoutant qu'une valeur relativement faible au produit final avant son exportation vers les États-Unis. Au contraire, les chaînes de valeur de l'industrie automobile sont davantage intégrées sur le territoire mexicain et génèrent un contenu national plus important par unité exportée.

Sectoriel

La mission économique conduite au Canada par le ministre de l'Économie mexicain Marcelo Ebrard a donné lieu à plusieurs annonces d'investissement et accords sectoriels. L'annonce principale porte sur un investissement de 2 Mds USD du groupe canadien Solar International Core Canada pour la construction, dans l'État d'Hidalgo, d'une usine dédiée à la production d'ingrédients pharmaceutiques. Parallèlement, plusieurs lettres d'intention ont été signées, notamment dans le secteur du logement modulaire au Chiapas (360 M USD), le traitement de minerais et matériaux destinés aux batteries à Puebla (380 M USD) ainsi que la transformation d'agave à Jalisco (100 M USD). Cette séquence s'inscrit plus largement dans le cadre du « Plan d'action Mexique–Canada 2025-2028 » lancé par les gouvernements de Claudia Sheinbaum et Mark Carney, visant à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement régionales à l'approche de la révision du T-MEC, laquelle alimente des incertitudes commerciales à l'échelle nord-américaine.

Confronté à une forte dépendance au gaz américain, le Mexique diversifie ses sources d'approvisionnement en approfondissant sa coopération avec le Qatar, acteur central du marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL). Portée par l'intensification des besoins énergétiques industriels, cette orientation vise à

réduire l'exposition de l'industrie mexicaine aux désajustements tarifaires et aux vulnérabilités logistiques du marché gazier régional, dont les effets pourraient peser sur la compétitivité de l'industrie nationale.

Finances publiques

L'agence de notation S&P a abaissé la perspective de la note souveraine mexicaine de « stable » à « négative ». L'abaissement de la perspective indique que la note pourrait être dégradée dans les 24 prochains mois, « *si le Mexique ne parvient pas à réduire ses déficits budgétaires en temps opportun* » d'après le communiqué de S&P. Si ce scénario se matérialisait, la note souveraine de S&P pour le Mexique, pour l'instant maintenue à BBB-, se situerait alors au dernier échelon de la catégorie « *investment grade* ». Dans le communiqué, l'agence a souligné le risque d'une consolidation budgétaire très lente résultant d'une faible croissance économique et entraînant une hausse plus rapide des niveaux de dette publique et de la charge d'intérêts. Elle a ajouté que le soutien budgétaire substantiel et continu du gouvernement fédéral à l'entreprise nationale pétrolière Pemex et à la Commission fédérale d'électricité (CFE) devrait continuer d'aggraver la rigidité budgétaire du Mexique. L'agence prévoit que tous les remboursements de dette de Pemex seront financés par des transferts du gouvernement cette année. S&P a également reconnu qu'elle pourrait abaisser la note souveraine « *en cas de revers inattendus dans les échanges avec les États-Unis, susceptibles de compromettre la stabilité économique et d'affaiblir la solide position extérieure du Mexique* ». Selon le ministère des Finances, les mesures mises en œuvre par le gouvernement cette année pour réduire le déficit budgétaire, et atteindre la cible de déficit de 4,1 % du PIB en 2026, devraient permettre au pays de retrouver une perspective « stable ». S&P est, de son côté, plus pessimiste, prévoyant une croissance du PIB de 1 % pour 2026 et un déficit public de 4,8 % du PIB.

Pour la huitième semaine consécutive (du 9 au 16 mai), le gouvernement mexicain maintient des subventions sur les carburants via l'Impôt spécial sur la production et les services (IEPS), dans un contexte de fortes tensions au Moyen-Orient et de risques persistants sur le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ un cinquième du commerce mondial de pétrole. La hausse des cours internationaux renforce les pressions sur le Mexique, importateur net de produits raffinés malgré son statut de producteur de brut. Le diesel a bénéficié du soutien le plus important ces dernières semaines, atteignant jusqu'à 81,2 % de prise en charge de l'IEPS, soit 5,97 MXN par litre, tandis que la présidente Claudia Sheinbaum a négocié un plafonnement du prix à 28,50 MXN/litre avec les distributeurs. Selon les estimations gouvernementales, sans ces aides, le prix du diesel aurait pu atteindre et même dépasser 35 MXN/litre. Cette stratégie vise à amortir le choc externe sur les prix de

l'énergie et à limiter ses effets inflationnistes dans un contexte de ralentissement marqué de l'activité. Du côté de l'offre, les tensions persistent malgré les efforts de montée en capacité du système de raffinage. La raffinerie Olmeca (Dos Bocas) a atteint 83 100 barils/jour de diesel en février 2026, soit 28 % de la production nationale, dans le cadre d'une stratégie visant à réduire la dépendance aux importations de produits raffinés.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	14/05/2026
Bourse (IPC)	0,48%	22,70%	70 187,45 points
Change MXN/USD	-0,12%	-11,14%	17,22
Change MXN/EUR	-0,84%	-7,15%	20,11
Prix du baril mexicain	3,89%	74,91%	104,44

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica a été admis comme le 13ème membre de l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). Cet accord, qui a remplacé le TPP dont les Etats-Unis s'étaient désengagés en 2017, couvre 15 % du PIB mondial et 600 millions de consommateurs. Il est pour l'heure en vigueur au Canada, Mexique, Pérou, Japon, Vietnam, Singapour, Malaisie, Brunei, Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume Uni. L'adhésion définitive à l'accord est conditionnée à l'approbation par l'Assemblée législative et au contrôle de constitutionnalité. Certaines organisations professionnelles, dont la Chambre nationale de l'agriculture et de l'agro-industrie (CNAA), auraient toutefois exprimé des inquiétudes quant à l'exposition accrue du secteur agricole costaricien à la concurrence internationale et appellent à la mise en place de mécanismes de protection adaptés.

Les 56 députés de l'Assemblée législative du Costa Rica ont approuvé à l'unanimité un crédit de 800 M USD destiné au projet de train électrique métropolitain de San José. L'infrastructure devrait relier Cartago, San José, Heredia et Alajuela sur un tracé de 51 km. Le train, nommé « Tibi », devrait transporter 100 000 passagers par jours et permettrait d'éviter l'émission de 6,5 M de tonnes de CO2 sur sa durée de vie. La première phase de mise en service est attendue à l'horizon 2031. Le financement serait assuré par la Banque européenne d'investissement (BEI) à hauteur de 250 M USD et par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) à hauteur 550 M USD, dont 178,7 M USD co-financés par le Fonds vert pour le climat et 21,3 M USD sous forme de don. Ce projet, considéré comme prioritaire par le nouveau gouvernement de la présidente Laura Fernández, vise principalement à désengorger les routes de la capitale.

El Salvador

Selon l'Institut salvadorien du café (ISC), les exportations de café se sont accrues en valeur de 40 % sur les six premiers mois de la campagne 2025-2026 par rapport à 2024-2025, passant de 66 M USD à 92,4 M USD (88,8 M USD de café vert, 2,5 M USD de café soluble et 1,1 M USD de café torréfié), pour une croissance en volume de plus de 14,4 %. Les exportations ont été destinées à l'Amérique du Nord à hauteur de 69 %, l'Europe pour 18 % et l'Asie pour 3 %. À mars, la récolte 2025-2026 atteignait 898 363 quintaux de café vert, près de 9 % supérieure à son niveau de mars lors de la campagne précédente.

La Superintendencia del Sistema Financiero (SSF) a fait état d'une croissance de plus de 70 % de l'activité de la Bourse du Salvador au T1 2026 par rapport au T1 2025. La bourse a ainsi enregistré sur la période 1 949 transactions pour un montant de 1 811 M USD, contre 1 060 M USD l'année dernière. Le seul mois de mars a compté 643 opérations pour un montant de 550 M USD, contre 299 M USD en mars 2025. Selon la Surintendance, *« ces résultats témoignent d'une plus grande dynamique sur le marché financier salvadorien, notamment dans les opérations à court terme et les investissements internationaux »*, et reflètent *« une plus forte mobilisation des investisseurs et établissements financiers à la recherche de liquidités et d'opportunités de rentabilité »*.

Guatemala

La vice-ministre de l'Economie chargé de l'Investissement et de la Concurrence a indiqué que l'accord commercial signé le 30 janvier avec les États-Unis entrerait en vigueur après le 23 juillet prochain. L'USTR a ainsi signifié aux autorités guatémaltèques que l'accord pourrait être appliqué à l'issue du délai de 150 jours d'application des droits de douane imposés le 24 février par l'administration Trump en vertu de la section 122 du Trade Act de 1974.

D'après la Banque centrale (Banguat), l'activité économique (mesurée par son Índice Mensual de la Actividad Económica – IMAE) aurait enregistré une croissance de 4,4 % au T1 2026, contre 3,8 % au T1 2025. Cette croissance est tirée principalement par l'industrie manufacturière, l'immobilier, les activités financières et d'assurance, les ventes d'automobiles, et l'information et les communications. Le président de Banguat, Álvaro González Ricci, a indiqué que le conflit au Moyen-Orient ne semblait pas pour l'heure affecter l'IMAE (qui affiche en mars une croissance de 4,6 %), mais serait susceptible, s'il se prolongeait, de réduire de 0,2 point la croissance du PIB en 2026 (qui se trouverait limitée à 3,9 %, contre une prévision de 4,1 %).

Honduras

Le FMI a annoncé que ses experts techniques et les autorités honduriennes étaient parvenus à un accord technique « sur les politiques et les réformes nécessaires pour mener à bien les quatrième et cinquième révisions des accords conclus dans le cadre du Mécanisme élargi de crédit et de la Facilité élargie de crédit ». L'approbation des révisions par le Conseil d'administration du FMI, prévue fin juin, devrait permettre un décaissement de 245 M USD environ. Le communiqué du FMI indique que *« la nouvelle administration s'est engagée à mettre en œuvre des politiques solides et cohérentes avec les objectifs du programme soutenu par le FMI »*. L'institution a en outre souligné que *« l'économie du Honduras reste*

résiliente et, grâce à une accumulation saine de réserves internationales et à des politiques budgétaires prudentes, est armée pour faire face à un environnement extérieur plus difficile, marqué par des tensions géopolitiques, la hausse des prix du pétrole et l'impact du phénomène El Niño ».

Nicaragua

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de crédit du Nicaragua à B avec une perspective « stable ». L'agence a souligné que le pays avait enregistré en 2025 « un excédent budgétaire record équivalent à 3,5 % du PIB », « favorisé par une collecte fiscale solide et une gestion avisée des finances publiques », et que « sa dette publique avait continué de diminuer et se maintenait à des niveaux inférieurs à la moyenne des pays ayant une notation similaire ». Fitch a souligné « le renforcement de la croissance économique en 2025, tirée par la consommation et les investissements publics et privés », et « l'amélioration de la position extérieure du pays, l'accumulation de réserves internationales, la stabilité macroéconomique et la croissance soutenue du crédit ». Selon la Banque centrale (BCN), « l'évaluation de Fitch reflète la poursuite de politiques budgétaires prudentes, le maintien d'excédents budgétaires, la maîtrise de la dette et le renforcement soutenu des réserves ».

Le président de la Banque centrale, Ovidio Reyes, a indiqué que les autorités prévoient pour 2026 des exportations agricoles de l'ordre de 3,6 Md USD, soit une croissance de 6 % par rapport à 2025, malgré « un contexte climatique et géopolitique particulièrement complexe ». Les prévisions font état de montants de 1,1 Md USD pour la viande bovine, 1 Md USD pour le café, 225 M USD pour les produits de la pêche, 223 M USD pour les produits laitiers, 123 M USD pour les haricots, 161 M USD pour le sucre et 58 M USD pour l'huile. Selon M. Reyes, la performance enregistrée en 2025 avec un montant de 3,4 Md USD, en hausse de plus de 18 % par rapport à 2024, et de 7,5 % supérieur aux prévisions résulte « d'une augmentation de 6,5 % du volume exporté et d'une hausse des prix internationaux, de 12 % en moyenne pour le café, le cacao et la viande bovine ».

Panama

Le risque pays du Panama figurerait parmi les plus faibles d'Amérique latine. Selon le dernier rapport sur l'Indice des obligations des marchés émergents (EMBI) de JPMorgan Chase, le Panama se classerait comme le quatrième pays le plus sûr de la région pour les investisseurs, avec un score de 113 points. Le pays serait devancé par le Paraguay (108 points), le Chili (83 points) et l'Uruguay (62 points). Ce résultat marque une nette amélioration par rapport au niveau de risque financier observé deux ans plus tôt, l'EMBI du Panama s'élevant alors à 303 points en février 2024.

Le Panama aurait accueilli près d'un million de touristes internationaux au T1 2026, soit une hausse de 17,3 % g.a.. Selon l'Autorité du tourisme du Panama (ATP), les retombées économiques associées à ces arrivées s'élèveraient à environ 2 Md USD. Cette performance s'expliquerait notamment par la saison du carnaval ainsi que par le succès du programme « Panama Stopover » de Copa Airlines, qui permet aux voyageurs en transit de séjourner plusieurs jours dans le pays sans frais supplémentaires. Le tourisme de conventions et d'événements internationaux aurait également soutenu cette dynamique : les 38 événements organisés au T1 auraient généré près de 20 M USD de recettes, tandis que les 81 autres prévus d'ici la fin de l'année devraient entraîner environ 125 M USD de retombées économiques.

Caraïbes

Cuba

L'entreprise minière canadienne Sherritt International a annoncé son retrait opérationnel de Cuba, en lien avec le durcissement des sanctions américaines. Le groupe a indiqué suspendre immédiatement sa participation directe dans ses coentreprises sur l'île, dans un contexte de renforcement du régime de sanctions décidé par le président américain Donald Trump dans un texte signé le 1er mai. Bien que Sherritt ne figure pas encore sur la liste des entités formellement visées, le groupe estime qu'une inscription pourrait intervenir à court terme, ce qui l'a conduit à anticiper un désengagement. L'entreprise est en effet fortement impliquée dans plusieurs segments clés de l'économie cubaine : elle détient notamment environ un tiers d'Energas, principal producteur indépendant d'électricité du pays, qui représente près de 10 % de la production nationale, et est également partenaire de la General Nickel Company dans l'extraction et le raffinage de nickel et de cobalt à Moa. Sherritt a précisé que cette décision n'affecte pas, à ce stade, les activités de sa raffinerie de Fort Saskatchewan au Canada, qui poursuit ses opérations. Le groupe a toutefois averti que ses stocks de matières premières ne permettraient de maintenir la production que jusqu'à la mi-juin environ, en l'absence de nouvelles sources d'approvisionnement.

Le secteur du logement poursuit son net repli à Cuba, avec une contraction marquée de la construction résidentielle en 2025. Selon les données officielles, seulement 5 493 logements ont été achevés sur l'année, soit 1 934 de moins qu'en 2024 et très en deçà de l'objectif gouvernemental de 12 183 unités fixé dans le plan économique. La dynamique reflète une forte prédominance du secteur privé dans la production de logements : plus de 67 % des unités livrées (3 702 logements) ont été construites par des particuliers, contre 1 791 seulement par l'État, confirmant le recul du rôle du secteur public dans l'investissement résidentiel. La tendance s'inscrit dans une dégradation continue sur plusieurs années. Après un niveau déjà jugé insuffisant de 32 874 logements en 2021, les mises en chantier et livraisons ont chuté à 18 645 unités en 2022 sous l'effet des perturbations liées à la pandémie, avant de poursuivre leur repli. Par rapport à 2021, la baisse cumulée atteint ainsi environ 83,3 %, illustrant un effondrement structurel du secteur.

Haïti

En mars 2026, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) ralentie pour le cinquième mois consécutif et atteint 20,6 % g.a.. Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), le conflit au Moyen-Orient n'aurait pas eu d'effet significatif sur l'inflation en mars 2026, qui se maintient à 0,8 % g.m..

Si l'inflation a ralenti légèrement du côté des produits importés, c'est surtout l'inflation des produits locaux qui a diminué, affichant 23,8 % g.a. en février contre 21,4 % g.a. en mars. La convergence de l'inflation des produits locaux vers celle des produits importés est un bon signal, qui indique une relative stabilité de la gourde face au dollar ainsi qu'une réduction des pressions locales.

République Dominicaine

Un sondage dirigé par Gallup et commandé par le *Diario Libre* suggère un pessimisme croissant des Dominicains vis-à-vis de l'économie du pays. Il a été réalisé auprès de 1200 personnes entre le 28 avril et le 1er mai 2026 ; ses résultats disposent d'une marge d'erreur moyenne de ± 2.8 % pour un niveau de confiance de 95 %. A la question « Comment évaluez-vous la situation économique du pays ? », 62,9 % des personnes interrogées répondent « mal » ou « très mal » alors que seulement 21,6 % d'entre eux répondent « bien » ou « très bien ». A la question « comment évaluez-vous votre situation économique personnelle ? », 43,9 % des personnes interrogées répondent « mal » ou « très mal ». Ainsi, l'optimisme affiché par le gouvernement sur les perspectives économiques ne semble pas atténuer le climat d'inquiétude économique persistante au sein de la population, marqué par l'inflation cumulée de ces dernières années et surtout le coût élevé des produits de première nécessité. Pour autant, 51,7 % des personnes interrogées considèrent toujours Luis Abinader comme un bon Président, en particulier sur les thématiques du développement du tourisme, de l'éducation, des transports publics et de la construction d'ouvrages publics.

En visite au Congrès mondial des zones franches au Panama, le président Luis Abinader a mis en avant la diversification et la résilience des zones franches de la République dominicaine. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des PME, Eduardo Sanz Lovatón, a souligné les transformations structurelles intervenues au cours des quinze dernières années : le textile, qui représentait environ 50 % de la production en zones franches, n'en représente plus qu'environ 10 %, tandis que les dispositifs médicaux et les équipements électroniques ont pris le relais, avec respectivement 35 % et 15 % de la production. Dans ce contexte, les exportations des zones franches ont néanmoins stagné en 2025 (+0,6 %), traduisant une dynamique de croissance plus modérée. Les autorités dominicaines estiment toutefois que les évolutions récentes du commerce international, notamment les hausses de droits de douane américains, n'ont pas significativement affecté les performances du secteur. Elles maintiennent par ailleurs une stratégie de montée en gamme, avec l'ambition de développer une filière de semi-conducteurs dans les zones franches d'ici 2028. Cette orientation repose largement sur des facteurs de compétitivité hors prix, en particulier la qualification de la main-d'œuvre. En marge du forum, le président Abinader doit également signer un mémorandum d'entente avec l'organisation mondiale des zones franches (World FZO) afin de renforcer la

coopération et les échanges d'expériences sur le développement de ces plateformes industrielles.

Sainte-Lucie

Le gouvernement saint-lucien a signé la Convention 144 de l'Organisation internationale du Travail (OIT), visant à renforcer le dialogue social tripartite entre l'État, les employeurs et les syndicats. Cette signature devrait ouvrir la voie à la création d'un Comité consultatif national tripartite réunissant le ministère du Travail, la Fédération des syndicats de Sainte-Lucie et la Fédération des employeurs. Cette instance aurait pour mission de mieux intégrer la voix des salariés dans les discussions nationales, de recueillir les recommandations des employeurs en matière de productivité et de contribuer à une élaboration plus concertée des politiques publiques.

Trinité-et-Tobago

Une délégation de Conseillers du Commerce Extérieur de la France (CCE) et de chefs d'entreprise s'est rendue à Trinité-et-Tobago à l'occasion de la première réunion en présentiel du nouveau Comité CCE CARICOM. Élargie à des CCE issus de comités voisins, la délégation a notamment été reçue par la Première ministre trinitadienne, la ministre des Travaux publics et des Infrastructures, le ministre de la Planification et du Développement économique ainsi que le ministre des Affaires étrangères. La Première ministre Kamla Persad-Bissessar souhaite faire de Trinité-et-Tobago un hub d'investissement régional pour les Caraïbes. Menée par l'Ambassadeur de France Guillaume Pierre, la délégation française réunissait des représentants de grands groupes français ainsi que des EFE (entreprises de Français de l'étranger) actifs dans les secteurs de l'aéronautique, de l'énergie, des infrastructures, des transports, de la construction, de l'agroalimentaire et des services.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

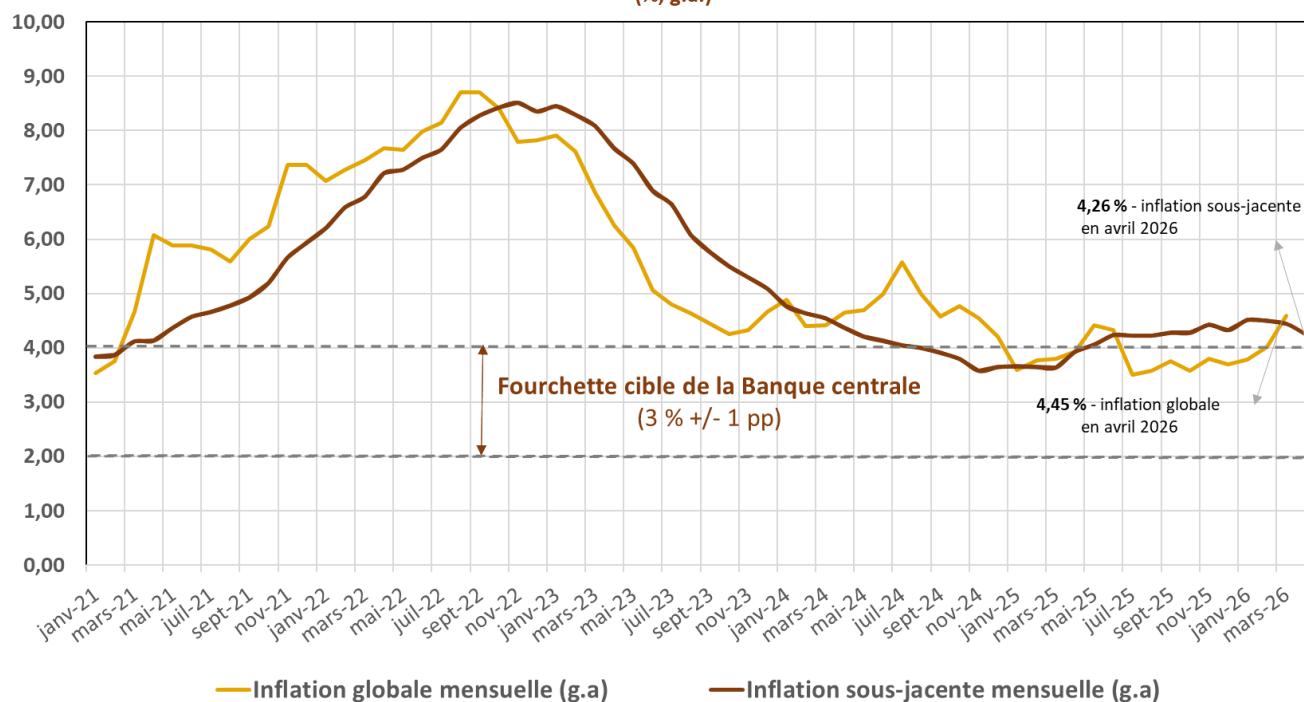
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

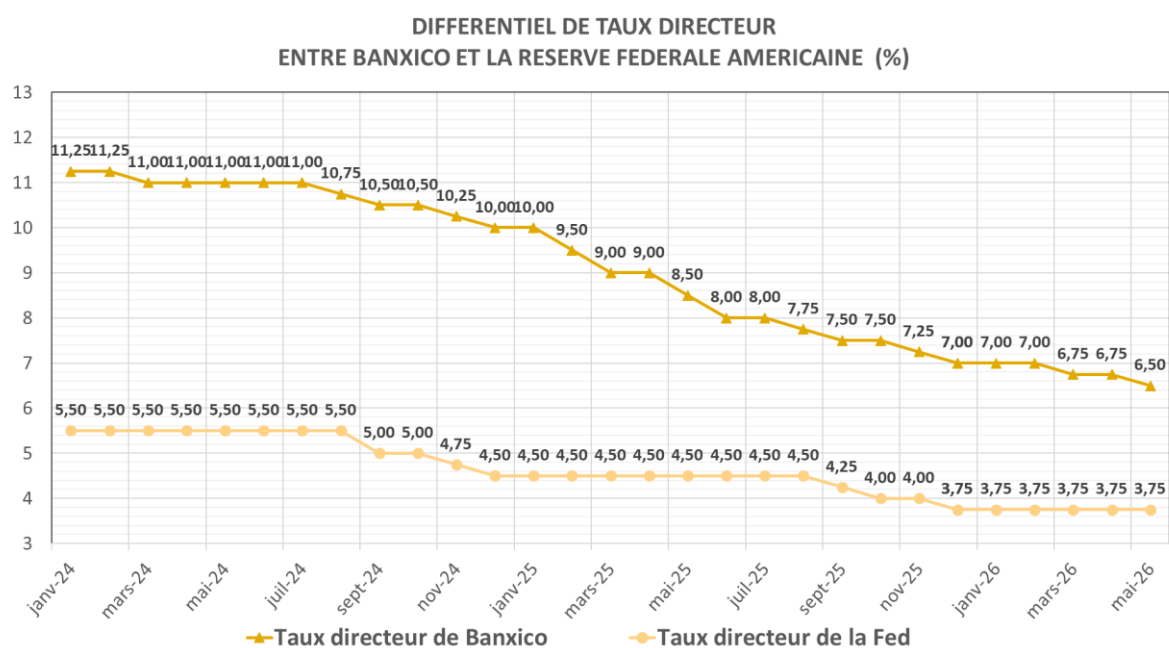
(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

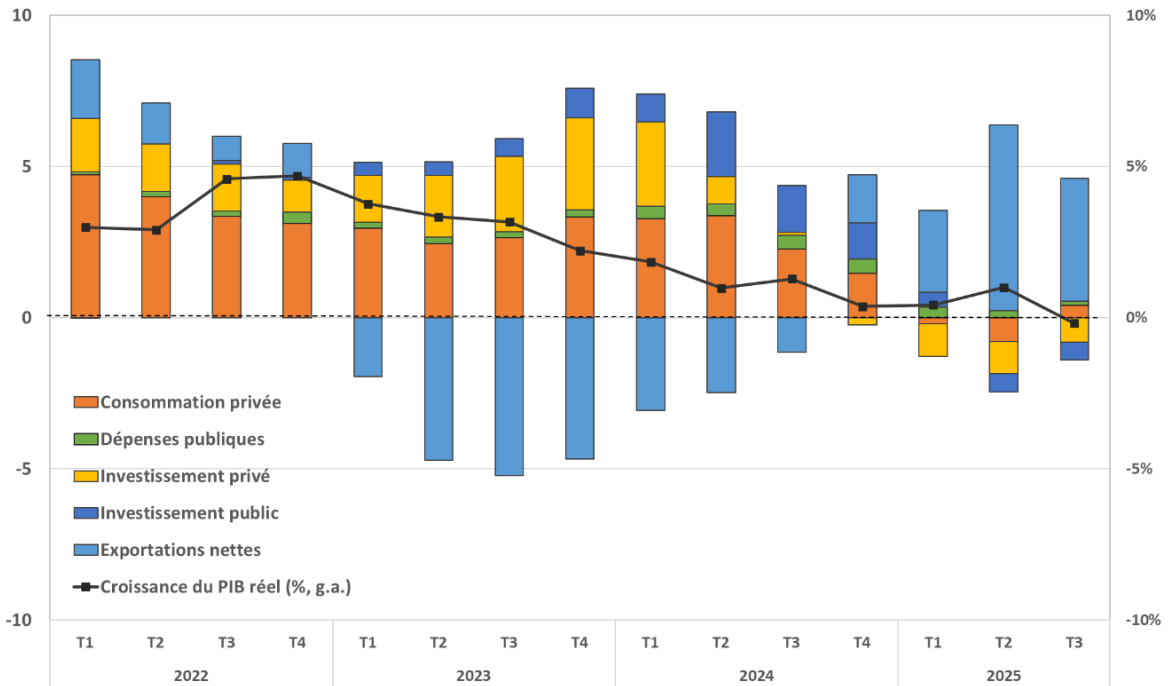
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

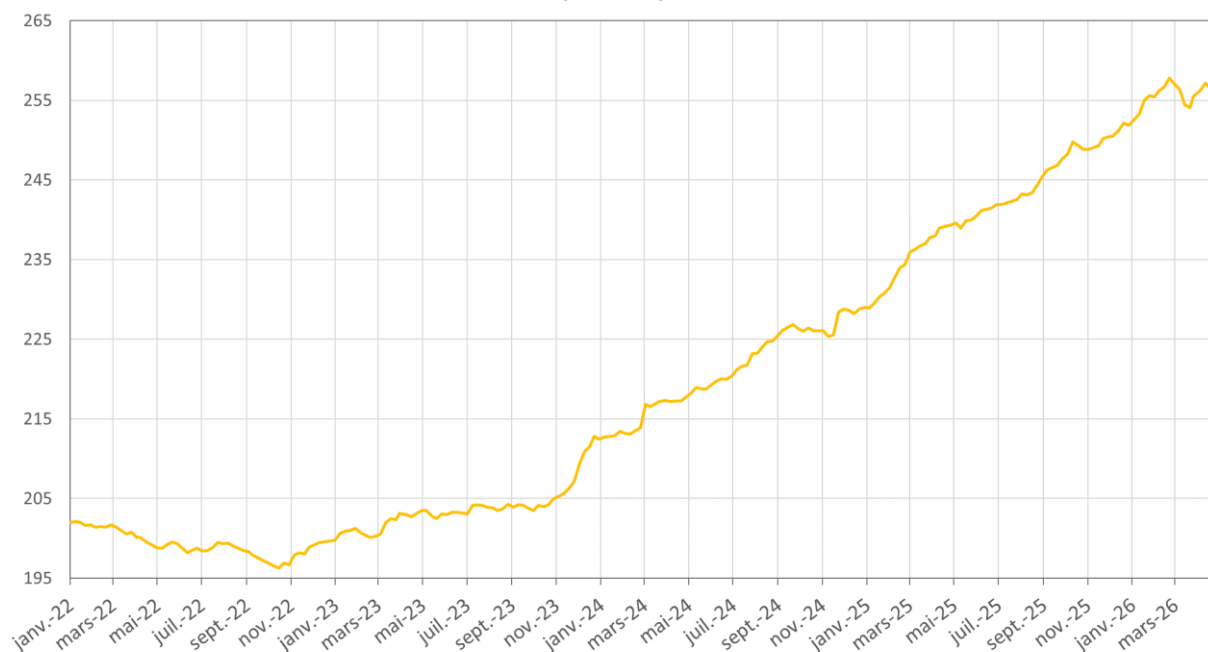
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr